



Pour améliorer l'information et la coordination

Pour mieux cerner l'ampleur du problème mondial des mines terrestres et établir des priorités cohérentes pour le déploiement des ressources, l'acquisition de données plus abondantes et de meilleure qualité est essentielle. Jusqu'à tout récemment, la définition du problème reposait sur la quantification approximative du nombre de mines enfouies dans le monde. Nous savons aujourd'hui que cette approche n'a qu'une utilité très marginale car elle ne nous renseigne guère quant à l'impact social et économique de la menace posée par les mines. Les données approximatives sur le nombre de victimes à l'échelle mondiale ne nous apprennent rien quant aux endroits où les besoins sont les plus pressants, à la nature des besoins particuliers des victimes ou au niveau des services disponibles pour répondre à ces besoins.

En 2000, on a fait un pas important dans l'acquisition de données plus abondantes et de meilleure qualité sur le problème mondial des mines. En août, on a transmis au gouvernement du Yémen les résultats de la première étude complète et certifiée d'impact socio-économique de niveau un, qui a servi à repérer et cartographier toutes les zones qu'on soupçonne d'être minées, tandis que les données recueillies au sujet des effets socio-économiques, des victimes et des comportements servent à déterminer l'importance socio-économique relative de ces zones. Le Canada était le principal bailleur de fonds de l'étude menée au Yémen, et il reste au premier rang des pays qui s'intéressent à cette question.

Environ le quart du financement de toutes les études d'impact socio-économique effectuées à travers le monde est venu du Canada. Après l'étude menée au Yémen, des projets semblables ont été complétés au Mozambique, au Tchad et en Thaïlande, et une étude est en cours au Cambodge. Des travaux préliminaires ont été lancés ou sont envisagés en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Éthiopie et en Érythrée, au Kosovo, au

Liban, en Somalie (région du nord-ouest), au Sahara occidental et au Vietnam.

Les missions techniques et missions d'évaluation interagences des Nations Unies sont aussi des outils importants pour l'acquisition de données sur le problème mondial des mines terrestres. En 2000, le Service d'action antimines des Nations Unies a coordonné des missions d'évaluation au Bélarus, en Égypte, en Érythrée et en Éthiopie, en Géorgie, au Liban, au Mozambique, en Namibie, au Nicaragua, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe. Depuis 1998, 21 missions d'évaluation ont été effectuées.

Des mécanismes de coordination efficaces sont essentiels pour transformer ces renseignements plus abondants en un ensemble cohérent de priorités pour l'action antimines. Ces dernières années, on a réalisé des progrès considérables en ce qui a trait à la création de centres d'action antimines et d'autres organismes de coordination. Aujourd'hui, on trouve des organes chargés de coordonner et d'appliquer l'action antimines dans 35 pays ou régions.

Le Canada sait que les initiatives d'informa-